

Au cœur des systèmes alimentaires, les partenariats entre producteur·rice·s et entreprises

La pandémie de Covid-19 a révélé les faiblesses structurelles du système alimentaire mondial et agit comme un facteur aggravant des crises alimentaires et nutritionnelles déjà à l'œuvre: en 2019, environ 690 millions de personnes souffraient déjà de la faim et les projections indiquent à présent que la pandémie en entraînera jusqu'à 132 millions supplémentaires dans la même situation. La non-durabilité des systèmes alimentaires fait aujourd'hui consensus: les pratiques de production de l'agriculture industrielle ont un coût environnemental énorme et menacent la sécurité alimentaire des générations à venir. Au-delà de l'agriculture, les systèmes alimentaires sont à la croisée de bien d'autres défis à la fois globaux et locaux: inégalités économiques, inégalités de genre, changement climatique et perte de biodiversité, migrations, conflits...

La notion de Système alimentaire était à ce titre au cœur du dernier Sommet des Nations Unies en septembre dernier. Il a réuni des acteurs du monde de la science, des affaires, de la politique et de la santé avec des universitaires, des agriculteurs, des membres de communautés autochtones, des organisations de jeunes, des groupes de consommateurs, des militants écologistes... Ces protagonistes se sont rencontrés avant, pendant et après le Sommet, avec 4 grands objectifs: (1) mettre en place des mesures concrètes axées sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en vue de réaliser des progrès tangibles dans ce domaine; (2) sensibiliser et éclairer le débat public concernant la façon dont la refonte de nos systèmes alimentaires peut nous aider à atteindre les ODD; (3) élaborer des principes pour orienter les gouvernements et les autres parties prenantes comptant tirer parti de leurs systèmes alimentaires pour atteindre les ODD; (4) créer un système de suivi et d'examen, afin d'évaluer l'incidence du Sommet.

Mais de nombreuses controverses ont eu lieu sur l'organisation de cet événement international, notamment sur sa gouvernance non inclusive de certains acteurs clefs comme les Organisations paysannes. Qualifié de mascarade par nombre d'organisations de la société civile, le Sommet apparaît comme une occasion manquée par la communauté internationale de répondre aux urgences globales. La place prépondérante donnée au secteur privé agro-industriel et aux grandes entreprises du secteur agroalimentaire a nourri les critiques.

Pourtant le "secteur privé" englobe, en Afrique de l'Ouest comme ailleurs, une grande diversité d'entreprises, et non pas seulement les multinationales étrangères. Pour comprendre les pouvoirs, les jeux d'influence et l'impact de cet écosystème d'acteurs hétérogènes, Inter-réseaux a ouvert depuis 2017 un cycle thématique de réflexions et de débat sur l'implication du secteur privé dans l'agriculture africaine, sous l'angle des politiques agricoles, du financement ou encore de la structuration des filières. Une diversité de travaux a été réalisée au cours du cycle, dont le dernier en date, une capitalisation d'expériences sur les partenariats entre Organisations de Producteurs (OP) et entreprises (<https://bit.ly/3ldMDwP>) réalisée avec le soutien du Fonds International de Développement Agricole, qui fait largement écho à la thématique du présent numéro de *Grain de sel*.

La réflexion était propice au contexte évoqué plus haut: les producteurs, les productrices, les entreprises d'amont et d'aval ont tous un rôle à jouer dans la transformation des systèmes alimentaires. Ces acteurs, à différents niveaux et selon leur branche, leur taille, leur capacité d'influence, leurs ressources, structurent les chaînes de valeur et contribuent au développement des filières. Ils sont source de développement dans leurs territoires, leurs pays, leurs régions.

Comment entrent-ils en relation? Quels sont les défis et les opportunités pour les organisations paysannes et leurs membres à entrer en partenariat avec des entreprises? Et réciproquement, quels défis sont posés aux entreprises agroalimentaires? Quels sont les dispositifs d'appuis pertinents au regard de la promotion des agricultures familiales et de la durabilité?

Au cœur de ce numéro collaboratif se trouvent des partages d'expériences et des cas concrets de partenariats. Ils illustrent les enjeux de construction de la confiance, de besoin de renforcement des OP, mais aussi le défi problématique d'asymétrie de pouvoir de négociation entre les acteurs.

Retrouvez la présentation du processus de réalisation de ce numéro et du cycle thématique en 4^e de couverture.

Gifty Narh Guiella, Présidente d'Inter-réseaux Développement rural
Alexandra Quet-Viéville, Responsable de la revue *Grain de sel*

Ce numéro est issu d'un travail collectif. Plusieurs personnes, membres ou partenaires se sont mobilisé·es pendant plusieurs mois pour aboutir à ce numéro. Pour leur implication, nous tenons à remercier en particulier Gifty Narh Guiella (Corade), Liora Stuhrenberg (IRAM), Jean Luc François, Papa Assane Diop (SOS Faim Belgique au Sénégal), Serge Aubague (Care), Nedjma Bennegouch (SOS Faim Luxembourg), Cécile Broutin (Gret), Stéven Le Faou (Jokkoo Conseil), Gilles Mersadier (Afrique Verte), Mamadou Goita (IRPAD), Imma de Miguel, Patrick Delmas (Reca Niger). Nous remercions chaleureusement François Doligez (IRAM), qui a transmis le flambeau de la présidence à Gifty Narh Guiella en cours de réalisation de la revue, et qui a également contribué aux réflexions.

Ce numéro a été coordonné par Alexandra Quet-Viéville, Chargée de mission et responsable de la revue *Grain de sel*.